



*Des militants du Collectif pour le triangle de Gonesse ensemencent des espaces en friche . Catherine RADOSA*

## **Triangle de Gonesse, les terres ne sont pas encore sauvées**

**AGRICULTURE** Si le projet EuropaCity est bel et bien enterré, la bataille se poursuit au nord-est de Paris pour préserver des sols réputés être les plus riches d'Europe. Dimanche, des militants étaient rassemblés contre le chantier d'une gare du Grand Paris express.

Publié le Lundi 27 Juin 2022

Marie-Noëlle Bertrand

L'autonomie alimentaire, beaucoup en parlent, mais qui saura la mettre en œuvre ? La question est une nouvelle fois soulevée entre les épis de blé et de maïs qui inondent le Triangle de Gonesse, à une trentaine de kilomètres au nord-est de Paris. Dimanche 26 juin, et en prémices d'autres à venir, les acteurs qui, depuis dix ans, défendent ce bout de territoire francilien face à des projets d'aménagement contestés se sont retrouvés sur place pour dire qu'ils ne lâchent pas le morceau : non, cette centaine d'hectares de terres qui comptent, agronomiquement parlant, au nombre des plus riches d'Europe ne doit pas disparaître sous le béton, martèlent-ils. Bombes à graines en main, ils ont ensemencé quelques espaces encore en friche. Le Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG) compte renouveler une initiative du même ordre tous les derniers dimanches de chaque mois jusqu'au 16 octobre, date d'une plus vaste manifestation.

Car si le projet EuropaCity, qui menaçait la longévité de ces terres agraires, est bel et bien enterré, elles ne sont pas sorties d'affaire. Le mégacomplexe commercial n'est plus, mais la gare qui devait le desservir reste d'actualité. « *À quelle fin, si ce n'est desservir une future zone d'activité* », interroge sans naïveté Bernard Loup, président du CPTG.

Celle-ci est dans les tuyaux depuis 2020. Sont prévus, entre autres, une cité scolaire internationale ainsi qu'un internat. Est envisagée également une administration d'État, et, enfin, une annexe du marché d'intérêt national de Rungis, Agoralim, dédiée à l'agriculture biologique et aux circuits courts. Rien qui soit en tant que tel scandaleux, admettent les opposants. Si ce n'est qu'à leurs yeux, les projets sont opaques et des plus mal ficelés.

« *Installer une cité scolaire et un internat ici, sous les couloirs aériens, n'est vraiment pas judicieux* », explique Cécile, habitante de Villiers-le-Bel, montrant du doigt le ballet assourdissant des avions qui, dans cette zone coincée entre l'aéroport du Bourget et celui de Roissy-Charles-de-Gaulle, ne connaît pas de pause. « *Cet espace est déclaré impropre à la réalisation de logements permanents* », rappelle Bernard Loup, « *considérer qu'il le serait pour des jeunes amenés à passer plusieurs années en internat est une ineptie.* » Quand bien même, « *il y a moyens de faire les choses sans traverser les terres agricoles du Triangle* », assure-t-il, balayant du bras les champs face à lui.

Agoralim laisse les intervenants tout aussi perplexes. « *Pour l'heure, aucun accès routier n'est prévu, et aucun agriculteur local n'a signé de contrat en ce sens* », souligne Jean-Marc Engelvin, vice-président du CPTG. Les maraîchers qui cherchent à s'installer se trouvent confrontés à un épineux problème d'accès au foncier, quand aucune terre n'est disponible en dehors de celles déjà occupées par le maïs et le blé. Pour Juliette, parisienne et manifestante de longue date, le paradoxe est bien celui-là. « *À l'heure où l'actualité met en évidence l'urgence de garantir l'autonomie alimentaire des grandes villes, tout devrait être fait pour préserver une agriculture vivrière sur le Triangle.* »

<https://www.humanite.fr/planete/agriculture/triangle-de-gonesse-les-terres-ne-sont-pas-encore-sauvees-756065>